

L'Égypte moderne vous offre des débouchés intéressants

Ce numéro spécial met l'accent sur les débouchés les plus intéressants qui s'offrent en Égypte aux exportateurs canadiens.

« Les Égyptiens savent que le Canada est une source de technologies de pointe et d'expertise dans de nombreux domaines », souligne Richard Dubuc, délégué commercial principal à l'ambassade du Canada au Caire.

réforme du gouvernement font de l'Égypte un terrain fertile pour les exportateurs canadiens.

Le Canada est également conscient de l'énorme potentiel que recèle l'Égypte pour le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC). Ce pays est aujourd'hui l'un des meilleurs endroits pour l'impartition.

Le secteur agricole égyptien offre lui aussi de nombreuses possibilités. L'Égypte importe une grande quantité de produits alimentaires : grâce à la hausse des revenus et à la baisse des tarifs sur les produits agricoles, les débouchés abondent.

Le secteur du pétrole et du gaz naturel représente environ 9 % du produit intérieur brut (PIB) de l'Égypte, qui se classe au septième rang parmi les pays exportateurs de gaz naturel liquéfié. En outre, le marché égyptien du gaz est l'un des plus importants en Afrique et parmi les pays en développement.

Vu la croissance rapide que connaissent ces secteurs et plusieurs autres, l'Égypte est en train de devenir une porte d'accès idéale pour le reste de l'Afrique, l'Europe et l'Asie. La hausse du PIB et la croissance démographique rapide en font un marché que les exportateurs canadiens ne peuvent se permettre de négliger.

« Il ne faut pas oublier, rappelle Richard Dubuc, que les entreprises canadiennes sont d'excellents partenaires qui offrent des services novateurs. »

Pour plus de détails sur tous ces débouchés, voir les pages 4, 5 et 6.



Gouvernement égyptien

Le président égyptien Hosni Mubarak (à gauche) et son premier ministre Ahmed Nazif lors de l'inauguration d'un « village intelligent » de 450 acres à la fine pointe de la technologie. Il s'agit de l'une des nombreuses façons dont le pays modernise son infrastructure des TIC.

Du côté de l'éducation, le Canada jouit en Égypte d'une excellente réputation pour ce qui est de l'enseignement de haute qualité et de la création d'écoles, de centres de formation et d'universités. Le grand nombre d'étudiants et les projets de

CanadExport passe à l'électronique!

CanadExport sera désormais distribué en format électronique par courriel. **Pour recevoir CanadExport par courriel, nos abonnés sont priés de nous faire parvenir leur adresse électronique et leur numéro d'abonné à canad.export@international.gc.ca.** Nous espérons que la lecture du nouveau CanadExport leur sera tout aussi agréable et profitable.



Faites voyager votre produit ou votre service



Alexandrie et Le Caire, du 25 février au 1^{er} mars 2007 >

Les entreprises canadiennes sont invitées à prendre part à une manifestation en plusieurs volets qui a pour but de promouvoir les produits et services canadiens en Égypte ainsi que les investissements bilatéraux. L'événement comprendra une exposition d'échantillons et une foire commerciale et se déroulera parallèlement à une mission commerciale en Afrique du Nord dirigée par le Conseil de commerce canado-arabe (CCCA).

« La participation à une exposition d'échantillons est sans doute le moyen le moins coûteux de présenter et de promouvoir des produits ou des services à un large éventail d'acheteurs et de décideurs clés dans un nouveau marché », affirme Tarek Meguid, délégué commercial à l'ambassade canadienne au Caire.

Pour assurer leur présence, les exportateurs n'ont qu'à envoyer des dépliants et autres articles promotionnels, lesquels seront mis en étalage lors de l'exposition. On encouragera les firmes locales intéressées à communiquer directement avec les participants. Un représentant de la section commerciale de l'ambassade canadienne sera présent pour prendre note de l'intérêt manifesté par les entreprises locales envers les compagnies canadiennes et en faire part à ces dernières.

En plus de participer à l'exposition d'échantillons, les exportateurs pourront assister à une foire multisectorielle, à deux séances générales auxquelles prendront part des ministres clés du cabinet égyptien, à des séminaires thématiques (dont un sur le franchisage) et à des tables rondes sectorielles.

Les participants à la mission commerciale pourront aussi tenir des rencontres personnelles avec des repré-

sentants gouvernementaux et des gens d'affaires égyptiens et assister à une réception d'affaires organisée par le Conseil d'affaires Canada-Égypte (CACE).

Toutes ces activités offriront aux entreprises canadiennes une excellente occasion de faire valoir leurs produits, services et technologies dans le marché le plus important du Moyen-Orient. Bien qu'elles soient accessibles à tous les secteurs industriels, on mettra l'accent sur l'agriculture et l'agroalimentaire, les services financiers, les technologies de l'information et des communications, l'énergie et les transports.

Les divers volets de cet événement sont organisés sous les auspices de l'ambassade du Canada en Égypte, en collaboration avec la Canadian Chamber of Commerce in Egypt, le CACE et le CCCA.

Pour participer à l'exposition d'échantillons ou être l'un des commanditaires de cet événement, communiquer avec Tarek Abdel Meguid, ambassade du Canada en Égypte, tél. : (011-202) 791-8700, téléc. : (011-202) 791-8865, courriel : tarek.meguid@international.gc.ca.

Pour réserver un kiosque à la foire commerciale, communiquer avec Rejan Rashad, Canadian Chamber of Commerce in Egypt, tél. : (011-202) 451-0033/0044 et 452-1440, téléc. : (011-202) 451-0099, courriel : info@cancham.org.eg, site Web : www.cancham.org.eg.

Pour participer à la mission commerciale, communiquer avec Richard Mann, CCCA, tél. : (416) 362-0050, téléc. : (416) 362-7633, courriel : info@canada-arabbusiness.org, site Web : www.canada-arabbusiness.org.

Les entreprises intéressées ont jusqu'au 15 décembre 2006 pour s'inscrire à l'une ou l'autre (ou à plusieurs) de ces activités.



CanadExport est un bulletin bimensuel publié par la Direction des services de communication d'Affaires étrangères et Commerce international Canada.

Tirage : 54 000 exemplaires
Also available in English.

ISSN 0823-3349

On peut reproduire sans autorisation des extraits de cette publication aux fins d'utilisation personnelle à condition d'indiquer la source en entier. Toutefois, la reproduction de cette publication en tout ou en partie à des fins commerciales ou de redistribution nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite de CanadExport.

RÉDACTION

Michael Mancini, Yen Le,
Françoise Bergès

SITE WEB

www.canadexport.gc.ca

ABONNEMENT

Tél. : (613) 992-7114
Téléc. : (613) 992-5791
canad.export@international.gc.ca

Pour un changement d'adresse ou une annulation, renvoyer l'étiquette avec les changements. Prévoir un délai de quatre à six semaines.

Convention de la poste-publication n° 40064047

Retourner toute correspondance ne pouvant être livrée au Canada à : CanadExport (CMS) 125, promenade Sussex Ottawa (Ontario) K1A 0G2

L'Égypte fait un grand bond économique

Les silhouettes des grandes villes que sont Alexandrie et Le Caire vous le diront tout de suite : l'Égypte est en pleine expansion économique. Les réformes lancées pendant les années 1990 ont eu un effet positif sur le secteur privé, qui joue aujourd'hui un rôle de propulsion considérable envers la florissante économie égyptienne.

« Les réformes les plus productives ont été l'abandon de la parité fixe entre la devise égyptienne et le dollar américain et la nomination du premier ministre Ahmed Nazif, diplômé de l'Université McGill, et d'un conseil des ministres porté vers les réformes », explique Richard Dubuc, délégué commercial principal à l'ambassade canadienne au Caire. En 2005, le gouvernement a fait des progrès extraordinaires dans des domaines comme la réforme de la fiscalité, la gestion des finances publiques, la politique monétaire et la privatisation du secteur financier.

Ces efforts ne sont pas passés inaperçus. En 2005, la Banque mondiale a classé l'Égypte au sixième rang dans le monde pour ce qui est des progrès des réformes économiques. Signalons aussi que l'infrastructure, les soins de santé et le système d'enseignement ont connu une amélioration sensible.

Tous les obstacles n'ont pas disparu

D'après Richard Dubuc, « il y a encore un besoin pressant de réduire le lourd fardeau des subventions. Ainsi, dans le secteur énergétique, les subventions s'élèvent à environ 4 milliards de dollars par année. En plus de cela, le gouvernement subventionne des produits comme le pain et le sucre. »

Il mentionne d'autres difficultés qui restent à surmonter, y compris un manque généralisé de transparence et une grave pénurie de cadres intermédiaires et de technocrates.

« Le gouvernement égyptien est conscient plus que jamais du fait que le pays doit exporter davantage pour que son économie puisse continuer de croître et de répondre aux besoins d'une population qui ne cesse d'augmenter. L'Égypte s'éloigne de son passé socialiste et a entrepris la deuxième phase de son plan de réforme, qui vise à réduire les entraves structurelles à la croissance et à la création d'emplois — déficits budgétaires, dépenses publiques improductives, bureaucratie, intermédiation financière déficiente, rigidité du marché du travail, etc. »

Les observateurs estiment que ce bond de l'économie égyptienne augure bien pour l'avenir. Selon *The Economist*, la croissance du produit intérieur brut atteindra 6 % en 2006-2007, après s'être chiffrée à 5,6 % en 2005-2006.

On prévoit des progrès importants dans l'industrie du tourisme et celle des hydrocarbures, ainsi qu'une hausse importante de l'investissement étranger.

Un climat plus sain pour les capitaux

Les progrès accomplis jusqu'à présent ont amélioré la perception qu'ont de l'Égypte les marchés des capitaux internationaux, ce qui a entraîné une progression rapide de l'investissement étranger direct (IED) et des entrées de portefeuilles. Dans une étude consacrée au climat des investissements, le cabinet de placements J.P. Morgan prend note de cette évolution et estime que l'IED devrait



Des travailleurs égyptiens dressent un panneau d'affichage devant la pyramide de Gizeh. L'Égypte a mis en chantier des réformes politico-économiques qui, selon certains, s'imposaient depuis longtemps.

atteindre 5,5 milliards de dollars en 2006. Le marché boursier de l'Égypte, le plus actif de la région, a enregistré les résultats les plus élevés en 2005.

L'investissement direct canadien en Égypte, qui se chiffrait à 400 millions de dollars en 2005, est concentré dans le secteur du pétrole et du gaz. Ce montant devrait s'accroître considérablement lorsque deux grands projets pétrochimiques d'une valeur totale de 2,5 milliards passeront à la phase opérationnelle. Ces deux projets placeront le Canada parmi les cinq sources d'investissement étranger les plus importantes en Égypte.

Quelle conclusion faut-il tirer de tout cela en ce qui concerne la place de l'Égypte au sein de l'économie mondiale? Selon Richard Dubuc, elle est en train de devenir une plaque tournante pour l'Europe et le Moyen-Orient. Elle jouit d'un avantage compétitif en ce qui a trait aux coûts de la main-d'œuvre et de l'énergie; grâce à sa situation sur la Méditerranée et la mer Rouge, les coûts du transport, en

voir page 7 - Les accords commerciaux

Hydrocarbures : des réserves prometteuses



Sachant que l'Égypte se propose d'accroître sa production totale de pétrole, de gaz naturel et de produits pétrochimiques en investissant 25 milliards de dollars dans les nouvelles technologies et infrastructures, les entreprises

canadiennes voudront sans doute examiner les possibilités offertes par cette expansion.

Selon Joseph Tadros, délégué commercial à l'ambassade canadienne au Caire, ces possibilités sont particulièrement attrayantes dans l'exploration, la récupération assistée, les schistes bitumineux, le renforcement des capacités et les transferts de technologie.

« Le Canada jouit d'une excellente réputation dans ce marché, où l'on trouve aujourd'hui un nombre grandissant d'entreprises canadiennes. La collaboration dans le secteur des hydrocarbures prend de l'expansion, et les investissements canadiens augmentent pour atteindre quelque 400 millions de dollars par année.

Deux entreprises canadiennes ont déjà fait leur entrée dans l'industrie pétrochimique. Elles se sont associées au gouvernement égyptien pour participer à des mégaprojets d'une valeur de 2,5 milliards de dollars. Lorsque ces projets deviendront réalité, le Canada comptera parmi les cinq principales sources d'investissement étranger direct (IED) en Égypte. Le Canada agit également à titre de partenaire dans les activités visant à renforcer les capacités et à veiller à ce qu'une main-d'œuvre hautement compétente puisse répondre aux besoins locaux et régionaux.

L'or noir

Joseph Tadros souligne que le secteur pétrolier reste l'une des principales sources de devises fortes de l'Égypte et continue de jouer un rôle de premier plan dans son économie. Le commerce égyptien a bénéficié de l'apport des exportations de pétrole et de gaz naturel en 2005, qui ont atteint 4,8 milliards de dollars, soit 12 % du produit intérieur brut. En outre, l'industrie des hydrocarbures a reçu quelque 3 milliards de dollars en IED.

D'après des estimations prudentes, l'Égypte aurait six milliards de barils de réserves prouvées de pétrole; la production de brut s'élève à 690 000 barils par jour. Ces chiffres sont assez modestes quand on les compare à ceux de pays avoisinants.

« L'Égypte veut maximiser ses réserves actuelles en faisant appel à de nouvelles technologies capables de

faciliter l'exploitation de nouvelles sources de brut, fait remarquer le délégué commercial. Elle encourage également ses partenaires étrangers à mener des travaux d'exploration au large des côtes et à exploiter de nouveaux gisements. Jusqu'à présent, c'est plutôt du gaz naturel et non du pétrole qu'on a découvert. »

Gaz naturel

Le gaz naturel sera vraisemblablement le principal facteur de croissance économique à l'avenir, étant donné les découvertes qui ont été faites récemment. L'Égypte est maintenant le septième exportateur de gaz naturel liquéfié au monde. Le marché intérieur du gaz naturel est également l'un des plus importants en Afrique.

La production de gaz naturel est en moyenne de 4 milliards de pieds cubes par jour, tandis que les réserves prouvées s'établissent à 68 billions (mille milliards) de pieds cubes — un chiffre que le gouvernement égyptien veut augmenter à 100 billions de pieds cubes d'ici 2015, selon Joseph Tadros.

Renseignements : Joseph Tadros, ambassade du Canada en Égypte, tél. : (011-202) 791-8700, téléc. : (011-202) 791-8865, courriel : joseph.tadros@international.gc.ca, site Web : www.infoexport.gc.ca.

LE NOUVEAU CANADEXPORT

Nous vous le livrons à votre bureau tous les quinze jours!



Veillez nous envoyer votre courriel à canad.export@gc.ca en inscrivant votre numéro d'abonné* afin d'être automatiquement inscrit. Simple comme bonjour.



Les nouveaux abonnés peuvent s'inscrire directement sur canadexport.gc.ca.

* Dernière page, sur l'étiquette d'envoi.

Une abondance de débouchés dans le secteur alimentaire

L'Égypte se classe parmi les premiers pays au monde pour le rendement de ses terres de culture, dont la fertilité est bien connue, mais elle n'en importe pas moins les deux tiers des aliments qu'elle consomme, ce qui en fait l'un des plus gros importateurs de produits alimentaires de la planète. Les exportations agricoles du Canada à destination de ce pays n'atteignaient que 38 millions de dollars l'an dernier : c'est donc là un marché plein de promesses.

Les réformes économiques entreprises en Égypte autorisent d'ailleurs à croire que les perspectives sont favorables à cet égard, d'autant plus que les ventes de blé canadien à l'Égypte s'élèvent à 100 millions de dollars en 2006, une année record.

« La nomination de deux conseils des ministres favorables à l'économie libérale l'un après l'autre est de bon augure pour le Canada », affirme Magdy Ghazal, délégué commercial à l'ambassade du Canada au Caire.

« Le cabinet actuel a réaffirmé l'engagement de l'Égypte à promouvoir une économie guidée par les règles du marché. Grâce à l'amélioration des perspectives, le nombre d'Égyptiens capables d'acheter des aliments importés va augmenter, et la proportion de la population qui dépend des aliments subventionnés par l'État va éventuellement diminuer. »

Selon Magdy Ghazal, la demande a été soutenue par une réduction sensible des droits qui s'appliquent aux biens d'équipement et aux produits de consommation. Le taux moyen a chuté de 14,6 à 9,1 %. Les baisses tarifaires visant la viande (de 80 à 22 %) et les haricots (de 33 à 5 %) sont particulièrement remarquables.

Il faut toutefois rappeler que certains produits continuent de faire face à des obstacles, y compris des droits à l'importation élevés — 300 % sur la plupart des vins et des boissons alcooliques, par exemple — et des contrôles d'entrée rigoureux. Magdy Ghazal croit néanmoins que les débouchés valent la peine de surmonter ces obstacles.

Conseils pour damer le pion à vos concurrents

- ✓ Assurez-vous que vos prix sont compétitifs.
- ✓ Faites une campagne de promotion et de publicité sur le marché local.
- ✓ Offrez des conditions de financement concurrentielles.
- ✓ Respectez les exigences en ce qui concerne l'étiquetage en arabe et l'emballage.
- ✓ Prenez la peine de comprendre le système de distribution local.
- ✓ Assurez-vous de bien comprendre les règlements douaniers et sanitaires.

L'agriculture — 17 % du produit intérieur brut — est l'un des secteurs les plus importants de l'économie égyptienne. De plus, les produits agricoles représentent une part considérable des importations de l'Égypte : environ 40 %, soit une valeur totale de 7,1 milliards de dollars. Comment les exportateurs canadiens peuvent-ils profiter de ce marché?

« Les transformations économiques et sociales, sans oublier l'importance de l'industrie touristique, ont contribué à l'augmentation de la demande en aliments transformés et semi-



Bien que de nombreuses régions de l'Égypte soient fertiles, le pays reste fortement tributaire de ses importations alimentaires.

transformés de haute qualité, ajoute le délégué commercial. Le marché égyptien offre des débouchés intéressants pour des produits tels que le fromage, le beurre et les aliments en conserve. »

Magdy Ghazal souligne qu'il y a également des débouchés importants pour les produits en vrac comme le blé, les légumineuses et les oléagineux. On trouve aussi une forte demande pour l'alimentation animale, la mousse de tourbe, les bovins laitiers et le matériel génétique, de même que le tabac, les produits laitiers, l'huile végétale non raffinée (canola) et les semences de pomme de terre.

Comme pour tout nouveau marché, les entreprises doivent bien se préparer pour exporter en Égypte.

« L'entreprise qui exporte en Égypte risque de manquer son but si elle connaît mal le marché, et c'est pourquoi il lui faut une bonne stratégie de marketing, conclut Magdy Ghazal. Par l'entremise de l'ambassade canadienne au Caire, le Service des délégués commerciaux du Canada peut apporter une aide utile à ceux qui envisagent d'exporter vers le marché égyptien. »

Renseignements : Magdy Ghazal, délégué commercial, ambassade du Canada en Égypte, tél. : (011-202) 791-8776, téléc. : (011-202) 791-8865, courriel : magdy.ghazal@international.gc.ca, site Web : www.infoexport.gc.ca.

Le marché des services éducatifs vous attend au Moyen-Orient

En Égypte, la famille moyenne consacre environ 40 % de son revenu à l'éducation, et le pays se classe bon premier au Moyen-Orient en ce qui a trait au nombre d'étudiants. Il n'est donc pas étonnant que le marché égyptien des services éducatifs offre d'énormes possibilités aux fournisseurs canadiens.



Selon Tarek Meguid, délégué commercial à l'ambassade canadienne au Caire, « le moment est bien choisi pour les fournisseurs canadiens de services éducatifs novateurs. Les investisseurs étrangers considèrent de plus en plus l'Égypte comme une plaque tournante pour leurs activités commerciales dans la région, et cela vaut aussi pour l'enseignement. »

Il évoque les débouchés abondants en téléenseignement, formation sur place, franchisage des cours et des qualifications et création de partenariats. Le développement des programmes et des enseignants, la collaboration à la recherche et le recrutement d'étudiants étrangers aux études supérieures offrent aussi des perspectives intéressantes.

Tarek Meguid souligne que le Canada a déjà établi une présence dans le secteur des services éducatifs.

« De 2002 à 2004, l'ambassade a organisé trois foires sur l'éducation qui ont renforcé les relations bilatérales et ouvert des possibilités aux établissements d'enseignement canadiens en Égypte. »

Le Canada s'est fait une réputation de partenaire de premier plan dans le développement d'écoles, de centres de formation et d'universités en Égypte. Depuis trois ans, neuf écoles offrant l'équivalent d'un diplôme canadien d'études secondaires ont été mises sur pied. L'Égypte occupe le 2^e rang mondial (après la Chine) en ce qui a trait à l'offre de programmes scolaires canadiens allant de la maternelle à la 12^e année.

Les succès se constatent aussi dans l'enseignement postsecondaire. Outre un collège communautaire créé en collaboration avec l'Université Cape Breton, on a fondé une université — l'Université canadienne Ahram, au Caire — grâce au concours de l'Association des universités et collèges du Canada.

Tarek Meguid ajoute que les réformes du gouvernement et la hausse des investissements en éducation et en formation transforment l'Égypte en un vaste marché pour la formation en milieu de travail, le perfectionnement des compétences et l'enseignement de haute qualité à tous les niveaux.

Renseignements : Tarek Abdel Meguid, délégué commercial, ambassade du Canada en Égypte, tél. : (011-202) 791-8700, téléc. : (011-202) 791-8865, courriel : tarek.meguid@international.gc.ca.

Tirer parti de la croissance du secteur technologique

Le marché égyptien des technologies de l'information et des communications (TIC) s'accroît à un rythme spectaculaire : 25 % par année! Les entreprises canadiennes auraient donc intérêt à en prospecter les nombreux débouchés.

« L'Égypte possède un potentiel énorme, capable d'en faire un bon partenaire commercial, notamment dans le domaine du sans-fil et de l'impartition », déclare Joseph Tadros, délégué commercial à l'ambassade du Canada au Caire.

« Depuis sa création en 1999, le ministère égyptien des Communications et des Technologies de l'information a libéralisé le secteur des TIC, modernisé ses infrastructures, renforcé ses capacités et favorisé le développement d'une communauté axée sur les TIC. »

L'Égypte est un excellent endroit pour l'impartition, ajoute Joseph Tadros. Elle possède une main-d'œuvre

compétente et multilingue, des infrastructures développées et des capacités télématiques opérationnelles.

En fait, l'Égypte a su s'attirer une attention internationale plus soutenue l'an dernier lorsque le cabinet de conseil en gestion AT Kearney l'a classée au 12^e rang sur son index de l'impartition mondiale.

Selon M. Tadros, il ne fait aucun doute que la libéralisation du secteur télécom a favorisé le développement d'un secteur privé dynamique qui sert de phare pour l'évolution de l'industrie égyptienne des TIC. Le secteur égyptien des TIC comprend plus de 1 600 firmes qui emploient plus de 45 000 personnes.

Renseignements : Joseph Tadros, délégué commercial, ambassade du Canada en Égypte, tél. : (011-202) 791-8700, téléc. : (011-202) 791-8865, courriel : joseph.tadros@international.gc.ca, site Web : www.infoexport.gc.ca.

Les accords commerciaux rehaussent le profil économique de l'Égypte - suite de la page 3

particulier vers l'Europe, sont également peu élevés. Plusieurs fabricants ont déjà choisi de s'y implanter.

En outre, l'Égypte a conclu plusieurs accords commerciaux pour promouvoir davantage sa situation de carrefour régional. En 2004, elle a signé un accord de zone industrielle avec les États-Unis et Israël (*Qualified Industrial Zone Agreement*), qui permet aux compagnies de textiles égyptiennes d'exporter vers les États-Unis en franchise de droits pourvu que leurs produits aient un contenu israélien de 17 %. Cet accord a été suivi de sept autres ententes du même genre.

L'Égypte est également membre du Marché commun d'Afrique orientale et australe et a signé avec l'Union européenne un accord d'association qui prévoit la création d'une zone de libre-échange euro-méditerranéenne d'ici 2010. Enfin, elle a conclu un accord de libre-échange avec la Turquie et a entrepris des négociations avec la Russie en vue de signer une entente semblable.

Les entreprises canadiennes ont constaté les progrès accomplis en Égypte et étudient de plus en plus les débouchés qu'offre ce marché. L'Égypte est présentement

le cinquième marché du Canada en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. En 2005, les exportations canadiennes vers ce pays ont augmenté de 54 % pour atteindre un chiffre record de 313 millions de dollars.

Renseignements : Richard Dubuc, ambassade du Canada en Égypte, courriel : richard.dubuc@international.gc.ca.

L'Égypte en un clin d'œil

- Population : 78 millions d'habitants; pays le plus peuplé du Moyen-Orient.
- Croissance démographique : un million par année.
- Nombre de travailleurs qui entrent sur le marché du travail à chaque année : 600 000.
- Principale source de recettes étrangères en 2005 : ventes de pétrole et de gaz naturel (5,5 milliards de dollars), canal de Suez (3,5 milliards), tourisme (6,6 milliards), envois de fonds par les Égyptiens vivant à l'étranger (1,5 milliards).
- Valeur des exportations canadiennes en 2005 : 313 millions, en hausse de 54 % par rapport à 2004.
- Principales exportations canadiennes en 2005 : charbon, papier journal, minerai de fer, lentilles, hélicoptères.

FAITS ET CHIFFRES

L'ALENA, déjà dix ans. Deuxième partie : « Perspectives? »

Dans un ouvrage de recherche récemment rendu public par Affaires étrangères et Commerce international Canada, les auteurs se penchent sur l'Accord de libre-échange canado-américain (ALE) et l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

CanadExport, dans son numéro du 1^{er} novembre, examinait brièvement la première partie du volume, qui jette un regard rétrospectif sur l'ALE et l'ALENA. Nous abordons ici la deuxième partie de l'ouvrage, qui se tourne vers l'avenir et considère certaines options pour une intégration plus poussée, telles l'adoption d'une devise commune et l'harmonisation des règlements.

L'étude indique que l'adoption d'une devise commune pourrait engendrer des bienfaits si le Canada décidait de poursuivre cette option, mais elle exigerait la coopération des États-Unis dans la formulation des politiques, une éventualité qui semble bien improbable.

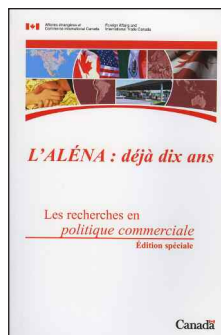
Un autre sujet examiné dans l'ouvrage, celui de l'approbation de nouveaux médicaments, se prêterait mieux à une collaboration bilatérale. Bien que le maintien de deux

systèmes distincts puisse se défendre, en réduisant de six mois le processus d'approbation, on accroîtrait la production de médicaments de 2,4 %, l'emploi de 4,1 % et les investissements en recherche et développement de 2 % dans cette seule industrie, tout en accroissant le nombre de nouveaux médicaments accessibles à la population canadienne.

Selon l'étude, la réglementation canadienne relative à la propriété intellectuelle et les règles plus strictes touchant l'investissement étranger direct contribuent dans une proportion de 55 % à l'écart de productivité du travail par rapport aux États-Unis, et dans une proportion d'un tiers à l'écart du point de vue de l'intensité de l'activité de recherche et développement.

Il importe de souligner que *L'ALÉNA : déjà dix ans* est un recueil d'études effectuées par des chercheurs du monde universitaire et du secteur public. Les opinions exprimées dans ces études ne reflètent ni les intentions ni les orientations du gouvernement du Canada.

Renseignements : voir www.international.gc.ca/eet/research/trade_research-fr.asp où on pourra lire le texte de *L'ALÉNA : déjà dix ans*.



Source : Bureau de l'économiste en chef, Affaires étrangères et Commerce international Canada (www.international.gc.ca/eet).

MANIFESTATIONS COMMERCIALES

ÉLECTRICITÉ ET MATÉRIEL ÉLECTRIQUE

Le Caire, du 16 au 19 décembre 2006 >

Electricx Egypt, foire consacrée à l'énergie électrique, s'adresse aux fournisseurs de services, aux fabricants, aux distributeurs et aux fournisseurs de l'industrie électrotechnique locale et internationale.

Renseignements : Tarek Meguid, ambassade du Canada en Égypte, courriel : tarek.meguid@international.gc.ca, site Web : www.egytec.com.

HYDROCARBURES

Le Caire, du 15 au 17 mai 2007 >

L'exposition-conférence **Intergas** s'adresse à l'industrie du pétrole et du gaz et se déroule sous les auspices du ministère égyptien du Pétrole. Elle vise à attirer des entreprises désireuses d'accroître leur présence dans les secteurs égyptiens des hydrocarbures et de la pétrochimie. Cette manifestation comprendra un colloque stratégique mené par le ministère ainsi qu'une foire internationale où figureront notamment de grandes sociétés d'État et leurs partenaires et fournisseurs locaux.

Renseignements : Joseph Tadros, ambassade du Canada en Égypte, courriel : joseph.tadros@international.gc.ca, site Web : www.intergasegypt.com.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Le Caire, du 6 au 11 juin 2007 >

Automech Akhbar El Yom 2007 est une foire internationale consacrée à l'industrie automobile : véhicules, autobus, ateliers de voitures, équipement de station-service, pièces de rechange, accessoires et industries d'appoint.

Renseignements : Tarek Meguid, ambassade du Canada en Égypte, courriel : tarek.meguid@international.gc.ca, site Web : www.automech-online.com.

INDUSTRIE FORESTIÈRE

Le Caire, du 1^{er} au 4 mars 2007 >

Apex (Arab Africa Packing, Paper, Printing and Processing Exhibition) mettra en vedette l'équipement, le matériel et les services reliés à l'emballage : papier, carton, impression, traitement et étiquetage.

Renseignements : Magdy Ghazal, ambassade du Canada en Égypte, courriel : magdy.ghazal@international.gc.ca, site Web : www.apexcairo.net.

Ambassade du Canada en Égypte

26, rue Kamel El Shenawy

Le Caire, Égypte

Tél. : (011-202) 791-8700

Télé. : (011-202) 791-8865

Site Web : www.infoexport.gc.ca/eg

Courriel : cairo-td@international.gc.ca

MATIÈRES PLASTIQUES

Le Caire, du 8 au 11 mars 2007 >

Plastex 2007 est une foire internationale mettant en vedette les industries des matières plastiques et du caoutchouc. Les entreprises régionales et internationales y exposeront leurs produits, leurs services, leurs technologies et leurs innovations.

Renseignements : Joseph Tadros, ambassade du Canada en Égypte, courriel : joseph.tadros@international.gc.ca, site Web : www.plastex-online.com.

MULTISECTEUR

Le Caire, du 21 au 30 mars 2007 >

La **CIF** (Cairo International Fair) est un événement multinational où sont exposés une grande variété de marchandises générales et de produits industriels.

Renseignements : Section commerciale de l'ambassade du Canada en Égypte, courriel : cairo-td@international.gc.ca, site Web : www.cairofair.com.

PRODUITS DE CONSOMMATION

Le Caire, du 28 juin au 1^{er} juillet 2007 >

L'exposition **La Casa**, consacrée à l'ameublement et à la décoration intérieure, est l'une des plus importantes du genre au Moyen-Orient.

Renseignements : Tarek Meguid, ambassade du Canada en Égypte, courriel : tarek.meguid@international.gc.ca, site Web : www.ok-trust.com.

SERVICES ET PRODUITS DU FRANCHISAGE

Le Caire, du 3 au 5 avril 2007 >

MIFE 2007 est une exposition internationale consacrée au franchisage et à la production sous licence. Elle vise à faire miroiter les mérites du franchisage aux entrepreneurs du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Elle s'adresse aux franchiseurs et aux associations de franchisage, aux organisations, aux fournisseurs de services et aux industries d'appoint.

Renseignements : Section commerciale de l'ambassade du Canada en Égypte, courriel : cairo-td@international.gc.ca, site Web : www.efda.org.eg.

TIC

Le Caire, du 4 au 7 février 2007 >

Cairo ICT est une foire internationale portant sur les télécommunications, la technologie de l'information, les réseaux, les satellites et la technologie de la radiodiffusion dans le monde arabe.

Renseignements : Joseph Tadros, ambassade du Canada en Égypte, courriel : joseph.tadros@international.gc.ca, site Web : www.cairotelecomp.com.

SERVICE DE RENSEIGNEMENTS

Le Service de renseignements d'Affaires étrangères et Commerce international Canada offre aux exportateurs canadiens des renseignements ministériels, des publications et de l'orientation. En voici les coordonnées : **1 800 267-8376** (région d'Ottawa : (613) 944-4000), ATS : (613) 944-9136, courriel : enqserv@international.gc.ca, site Web : www.international.gc.ca.

Retourner toute correspondance ne pouvant être livrée au Canada à :
CanadExport (CMS)
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Convention de la poste-publication n° 40064047